



Arrêté temporaire n° 2026-AT-0012
Portant réglementation du stationnement

RUE DE L'ILE D'OR et QUAI FRANCOIS TISSARD

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10,
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
VU l'arrêté municipal n°SG-2023-06 portant délégation de signature à Monsieur Jean CORNUAULT, 6ème adjoint,
VU la demande en date du 12/01/2026 émise par HABERT demeurant TSA 70011 69134 représentée par Pascal ARNAULT aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement,
CONSIDÉRANT que des travaux Réparation du poste de refoulement des eaux usées.Remplacement de pièces hydrauliques à l'intérieur de l'ouvrage.Le parking sera inutilisable pendant la durée des travaux : 1 journée. rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 21/01/2026 RUE DE L'ILE D'OR et QUAI FRANCOIS TISSARD,

ARRÊTE

Article 1

Le 21/01/2026, le stationnement des véhicules légers et poids lourds est interdit 16 RUE DE L'ILE D'OR et 10 QUAI FRANCOIS TISSARD. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, HABERT.

Article 3

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Amboise, le 12 janvier 2026
L'Adjoint au Maire délégué à la voirie

Jean CORNUAULT

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.